

Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Réunion retransmise en direct¹

Procès-verbal de la réunion du 10 décembre 2024

Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 5 et 12 novembre 2024 ainsi que de la réunion jointe du 2 octobre 2024
2. 8443 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées
 - Présentation du projet de loi
 - Désignation d'un rapporteur
 - Examen des avis du Conseil d'Etat et des chambres professionnelles
3. Présentation du rapport national sur l'éducation (« Bildungsbericht »)
4. Divers

*

Présents : Mme Barbara Agostino, M. Gilles Baum, Mme Djuna Bernard, M. Jeff Boonen, Mme Francine Closener, Mme Claire Delcourt, M. Alex Donnersbach, M. Paul Galles, M. Gusty Graas (remplaçant Mme Mandy Minella), M. Ricardo Marques, M. Ben Polidori, M. Jean-Paul Schaaf

M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Isabelle Stourm, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Luc Weis, Directeur du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT)

Mme Sonja Ugen, Directrice du « Luxembourg Centre for Educational Testing » (LUCET) de l'Université du Luxembourg

Mme Susanne Backes, M. Thomas Lenz, du « Luxembourg Centre for Educational Testing » (LUCET) de l'Université du Luxembourg

Mme Julie Abt, du groupe parlementaire DP

Mme Joëlle Merges, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Carole Hartmann, M. Fred Keup, Mme Mandy Minella, M. David Wagner

M. Sven Clement, observateur délégué

*

Présidence : Mme Barbara Agostino, Présidente de la Commission

*

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 5 et 12 novembre 2024 ainsi que de la réunion jointe du 2 octobre 2024

Les projets de procès-verbal susmentionnés sont adoptés.

2. 8443 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées

• ***Présentation du projet de loi***

La représentante ministérielle présente les grandes lignes du projet de loi sous rubrique, pour le détail duquel il est renvoyé au document parlementaire 8443. L'objectif consiste à modifier l'article 1*bis*, paragraphe 4, de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées pour y intégrer une référence à la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur (ci-après « Convention mondiale »), adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO le 25 novembre 2019 et ratifiée par le Luxembourg le 20 juin 2024.

Ladite Convention mondiale vise à compléter les conventions régionales existantes en matière de reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur afin d'établir un cadre global pour la reconnaissance des qualifications, renforçant ainsi l'harmonisation internationale. Désormais, les détenteurs de diplômes de pays signataires de cette Convention mondiale bénéficieront des mêmes dispositions et de la même procédure de reconnaissance que les détenteurs de diplômes délivrés par des établissements sis dans des pays ayant signé la Convention de Paris ou la Convention de Lisbonne, avec une réduction des frais liés la demande de reconnaissance de leur diplôme de 125 à 75 euros.

• ***Désignation d'un rapporteur***

La Commission désigne sa Présidente, Mme Barbara Agostino (DP), comme rapportrice du présent projet de loi.

• ***Examen des avis du Conseil d'Etat et des chambres professionnelles***

La Commission constate que la Chambre des Salariés et la Chambre de Commerce marquent, dans leurs avis respectifs¹, leur accord avec le présent projet de loi.

¹ Doc. parl. 8443¹ et 8443².

Dans son avis du 12 novembre 2024, le Conseil d'Etat n'émet pas d'observation quant au fond du présent projet de loi.

- **Echange de vues**

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) se renseigne sur les raisons du délai entre l'adoption de la Convention mondiale par la Conférence générale de l'UNESCO le 25 novembre 2019 à Paris et sa ratification au Luxembourg par la loi portant approbation de ladite convention le 20 septembre 2024. La représentante ministérielle, tout en signalant que ladite loi relève de la compétence du ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, donne à considérer que la convention accorde aux Etats signataires un certain délai pour sa mise en vigueur.

3. Présentation du rapport national sur l'éducation (« Bildungsbericht »)

Les représentants du « Luxembourg Centre for Educational Testing » (ci-après « LUCET ») de l'Université du Luxembourg présentent les grandes lignes du rapport sous rubrique pour le détail duquel il est renvoyé au document figurant en annexe du présent procès-verbal². Réalisé tous les trois ans depuis 2015 et fondé sur une approche multidimensionnelle (pédagogique, psychologique, linguistique et sociologique), ledit rapport pose un regard analytique sur les opportunités et les défis auxquels fait face le système éducatif luxembourgeois. Coédité par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (ci-après « SCRIPT ») et le LUCET, le rapport compile des articles scientifiques et des travaux de recherche qui permettent d'accompagner scientifiquement la mise en œuvre de la politique éducative et l'évaluation des réformes initiées par le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

L'édition 2024 du rapport national sur l'éducation met l'accent sur les thèmes de la diversité et de l'inclusion. Ses principaux constats se résument comme suit :

- le manque de données et de recherches sur les enfants à besoins éducatifs spécifiques ;
- le besoin d'informations supplémentaires sur le passage de l'enseignement secondaire vers les études supérieures ou de la fin des études secondaires à l'entrée dans la vie professionnelle et de données différenciées pour les élèves fréquentant les écoles privées ;
- le développement de tests de dépistage tenant compte des compétences linguistiques des élèves afin de mieux identifier leurs difficultés ou troubles d'apprentissage éventuels ;
- la nécessité de formations complémentaires dans les domaines où le personnel enseignant et spécialisé estime ses compétences encore insuffisantes (autisme et déficiences visuelles, par exemple) ;
- l'extension de l'offre des écoles publiques européennes et internationales afin de permettre à un plus grand nombre d'élèves de suivre des cours dans la langue de leur choix, ce qui conduit à de meilleurs résultats d'apprentissage.

Etant donné que les inégalités sociales demeurent un grand défi pour le système scolaire luxembourgeois, les auteurs du rapport national sur l'éducation recommandent de mettre les élèves les plus affectés par ces inégalités au centre des réformes éducatives actuelles et futures.

Echange de vues :

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir succinctement les points suivants :

² Le rapport intégral ainsi que des informations supplémentaires sont publiés sur le site Internet www.bildungsbericht.lu.

- La Présidente de la Commission, Mme Barbara Agostino (DP), souhaite connaître les conclusions que le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse tire du présent rapport. M. Claude Meisch explique que celui-ci met en évidence les défis et opportunités liés à la gestion de l'hétérogénéité de la population scolaire qui est en mutation permanente, de sorte que les réformes et mesures d'ores et déjà initiées par le Ministère montrent certes des résultats prometteurs, mais doivent être adaptées au fur et à mesure de l'évolution future de la population scolaire. De manière générale, le rapport national sur l'éducation examine une multitude d'aspects du système éducatif, et ce du point de vue spécifique de ses 80 auteurs. Leurs contributions, et les données scientifiques à leur base, permettront de donner un élan au débat sur le système éducatif, qui implique tant les professionnels du secteur, que les décideurs politiques et la société en général.

- Mme Barbara Agostino se renseigne sur le rôle des écoles européennes publiques dans la réduction des inégalités éducatives. M. Claude Meisch estime que ces écoles constituent une solution parmi d'autres pour atteindre cet objectif. Rappelant que la population scolaire est composée d'un tiers d'élèves dont la langue maternelle est le luxembourgeois, d'un tiers d'élèves avec des origines franco-portugaises et provenant souvent d'un milieu social défavorisé, ainsi que d'un tiers d'élèves avec des langues d'origine très diverses, l'orateur donne un aperçu de la complexité à laquelle le système scolaire doit faire face. Alors que les écoles européennes publiques peuvent constituer une solution adéquate pour tenir compte du profil linguistique du troisième tiers d'élèves susmentionné, le projet pilote « Alpha » portant introduction de l'alphabétisation en français, à côté de l'alphabétisation en allemand, est susceptible d'améliorer les chances de réussite scolaire des deux premiers tiers. A cela s'ajoutent des efforts accrus dans le domaine de la petite enfance afin d'offrir à chaque enfant les meilleures chances pour démarrer son parcours éducatif.

- Mme Francine Closener (LSAP) constate que de nombreux élèves présentent des déficiences en langue allemande lors de l'alphabétisation. L'intervenante pose la question de savoir s'il est prévu d'introduire un programme de familiarisation avec cette langue dès le cycle 1. M. Claude Meisch répond par la négative à cette question : le cycle 1 doit en effet servir à renforcer les langues d'origine des élèves et à favoriser l'apprentissage du luxembourgeois. L'ajout d'une langue supplémentaire serait contre-productif dans ce contexte. L'orateur signale que le projet pilote « Alpha » permet de remédier aux déficiences précitées : étant donné que les parents d'élèves vont choisir au cycle 1 entre l'alphabétisation soit en français, soit en allemand, la préparation à l'alphabétisation dans une des deux langues pourra être entamée dès la deuxième année du premier cycle par la mise en place de situations d'apprentissage qui permettent aux jeunes élèves de se familiariser progressivement avec la nouvelle langue.

- M. Paul Galles (CSV) souhaite savoir pour quelles raisons les écoles européennes publiques peinent à accueillir un plus grand nombre d'élèves marqués par les inégalités éducatives, alors qu'elles proposent un environnement linguistique mieux adapté à leurs besoins. M. Claude Meisch explique qu'afin de remédier à cette situation, il importe d'améliorer les procédures d'orientation des élèves défavorisés et l'information de leurs parents. Il faut par ailleurs rapprocher géographiquement lesdites écoles de ces milieux : c'est pour cette raison qu'il est prévu de construire trois nouvelles écoles dans les agglomérations d'Esch-sur-Alzette, de Dudelange et dans la grande région de Luxembourg.

- M. Gilles Baum (DP) se renseigne sur la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques dans les écoles européennes publiques. M. Claude Meisch, tout en soulignant que le recrutement de personnel assurant cette prise en charge constitue un défi dans tous les ordres d'enseignement, explique que la mise en place des équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques dans les écoles européennes publiques suit son cours. La prise en charge devra par ailleurs tenir compte des compétences linguistiques des élèves concernés.

- En réponse à une question de Mme Djuna Bernard (« déi gréng »), M. Claude Meisch estime que le multilinguisme constitue un défi tant lors du diagnostic que lors de la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques. Il convient dès lors de développer des outils tenant compte de ce contexte multilingue et de recruter des agents disposant des compétences linguistiques nécessaires.

- M. Paul Galles pose la question de savoir de quelle manière précise les origines socio-économiques influencent le parcours scolaire d'un élève. La représentante du LUCET explique qu'il s'agit d'une multitude de facteurs, comme le souhait des parents de voir leurs enfants suivre un parcours scolaire et professionnel similaire ou supérieur à leur propre parcours. Il convient également de noter que le système éducatif favorise dès la petite enfance les élèves mieux préparés à la scolarité, c'est-à-dire les enfants issus de familles qui accordent de l'importance à la lecture par exemple. Ces familles appartiennent très souvent à des milieux favorisés.

- En réponse à une question de M. Paul Galles, M. Claude Meisch explique que le rapport sous rubrique compile les contributions à la recherche sur les besoins d'apprentissage spécifique et ne procède pas à une évaluation du fonctionnement du dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques. Une telle évaluation a été effectuée en 2022 par la Direction générale de l'inclusion du Ministère. A cela s'ajoute le rapport thématique sur la situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion, publié par l'Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire en août 2023.

- Mme Francine Closener se renseigne sur les efforts à déboursier en ce qui concerne la formation des enseignants en matière d'encadrement des élèves à besoins éducatifs spécifiques. M. Claude Meisch dit reconnaître que la prise en charge de ces élèves constitue un défi permanent, non seulement pour les enseignants, mais pour l'école et la société en général. Force est cependant de constater que pour certains élèves, une scolarisation dans l'école régulière ne s'avère pas adaptée à leurs besoins, de sorte qu'une inscription dans un établissement spécialisé semble mieux appropriée.

- Mme Francine Closener demande des informations sur l'amélioration de la qualité de la prise en charge de la petite enfance. M. Claude Meisch, tout en soulignant que le dispositif d'assurance qualité prévu par la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse s'applique à chaque structure d'éducation et d'accueil publique ou privée, concède que des efforts sont à consentir en matière de dotation en personnel des structures accueillant des enfants âgés de 0 à 4 ans. L'orateur rappelle la création d'une nouvelle direction générale au sein de son Ministère, dédiée au développement de la qualité de l'éducation non formelle, et dont une mission consistera à coordonner les agents régionaux « jeunesse » chargés d'assurer le suivi de la qualité éducative dans les services de l'éducation non formelle.

- Mme Francine Closener, renvoyant aux études scientifiques prouvant l'inefficacité de l'allongement de cycle à l'enseignement fondamental, pose la question de savoir si M. le Ministre entend supprimer cette disposition. M. Claude Meisch, tout en marquant son accord avec les études scientifiques précitées, donne à considérer que tant l'opinion publique que de nombreux enseignants ne semblent pas partager ce constat et plaident en faveur du maintien dudit allongement. Il importe de changer les mentalités afin de remédier à cette situation. A noter que l'allongement de cycle fera partie des éléments à analyser dans le contexte de la révision de la réforme de l'enseignement fondamental de 2009, prévue dans l'accord de coalition 2023-2028.

- Interrogé par Mme Barbara Agostino, M. Claude Meisch dit regretter le manque d'informations sur le passage de l'enseignement secondaire vers les études supérieures ou

de la fin des études secondaires à l'entrée dans la vie professionnelle et souligne l'importance de collecter des données dans ces domaines.

- En réponse à des questions de Mme Francine Closener et M. Ricardo Marques (CSV), M. Claude Meisch dit reconnaître la nécessité de recueillir régulièrement des données différenciées sur les élèves à besoins éducatifs spécifiques. Puisqu'il s'agit de données sensibles dont un manque d'anonymisation risque d'entraver le parcours scolaire de certains élèves, il faut garantir un traitement sécurisé.

- Mme Djuna Bernard souhaite savoir si les constats soulevés dans le présent rapport sont intégrés dans les différentes formations dans le domaine de l'enseignement offertes à l'Université du Luxembourg. Les représentants du LUCET expliquent que le rapport sera thématiqué dans les formations menant au master en enseignement secondaire ainsi qu'aux trois nouveaux masters en sciences de l'éducation introduits à la rentrée académique 2024/2025 dans les domaines de la gestion et du développement des écoles, du développement de l'enseignement et de l'éducation inclusive et l'accessibilité pédagogique. M. Claude Meisch souligne l'importance d'un rapprochement et de l'interaction entre la formation initiale et professionnelle continue des enseignants, entre l'Université, le LUCET, l'Institut de formation de l'Education nationale (IFEN) et le SCRIPT dans l'analyse et l'élaboration de réponses adéquates aux questions soulevées par le présent rapport.

- M. Gilles Baum invite les représentants du LUCET à citer l'instrument qui, de leur avis, est le plus prometteur pour réduire les inégalités dans le domaine de l'éducation. La Directrice du LUCET, tout en soulignant qu'il faut une multitude d'instruments pour remédier à ce problème, estime que l'amélioration de la formation des enseignants ainsi que l'extension de programmes de soutien pédagogique précoce, tels que le projet « MaGrid » en mathématiques, sont des leviers importants pour réduire lesdites inégalités.

4. Divers

Aucun point divers n'est abordé.

Procès-verbal approuvé et certifié exact

Annexe :

Présentation *PowerPoint* : Rapport national sur l'éducation Luxembourg 2024

Nationaler
Bildungsbericht
LUXEMBURG 2024



UNIVERSITÄT LUXEMBURG
Luxembourg Centre for
Educational Testing (LUCET)



SCRIPT
Service de Coordination de la Recherche
et de l'Innovation pédagogique et technologique

Rapport national sur l'éducation Luxembourg 2024

LUCET
SCRIPT

Le rapport sur l'éducation : indépendant et interdisciplinaire

- Paraît tous les trois ans (2015, 2018, 2021, 2024)
- Co-édité par le SCRIPT et le LUCET
- Étude longitudinale du système scolaire et éducatif luxembourgeois
- S'adresse au grand public
- En allemand et français (version française : mars 2025)
- Garants de l'indépendance : université, autrices et auteurs

Nationaler Bildungsbericht LUXEMBURG 2024



UNIVERSITÄT LUXEMBURG
Luxembourg Centre for
Educational Testing (LUCET)



SCRIPT
Service de Coopération de la Recherche
et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques



Les autrices et auteurs : des chercheuses et chercheurs du Luxembourg, pour le Luxembourg

- >80 autrices et auteurs
- Chercheuses et chercheurs de l'université du Luxembourg et contributrices et contributeurs externes
- Perspectives multiples offrant différentes voies d'accès scientifiques : approches pédagogique, psychologique, linguistique et sociologique

STATEC
Luxembourg

**EPREUVES
STANDARDISÉES**

PIONEERED

**UNIVERSITÉ DU
LUXEMBOURG**

INFPC observatoire
de la formation



SCRIPT
Service de Coordination de la Recherche
et de l'innovation pédagogiques et technologiques

SCOLARIA

fe2
Fichier Elèves
Génération 2

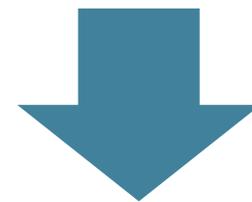


LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse



Les autrices et auteurs : des chercheuses et chercheurs du Luxembourg, pour le Luxembourg

- Base de données étendue : projets quantitatifs et qualitatifs
- Données de nos propres projets de recherche et nouvelles évaluations



Au-delà de la seule publication du Rapport national, le travail a donné lieu à de nombreuses observations et analyses.

Nous donnons ici un aperçu de certaines d'entre elles.

Principaux axes du rapport 2024

Sélectionnés en coopération avec le
MENJE (SCRIPT) et l'UL (LUCET)

Diversité et inclusion

Nationaler Bildungsbericht LUXEMBURG 2024



UNIVERSITÄT LUXEMBURG
Luxembourg Centre for
Educational Testing (LUCET)



SCRIPT
Service de Coopération de la Recherche
et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques

Inhaltsverzeichnis

Einführung in das Schwerpunktthema / 8

Diversität und Inklusion – der vierte Bildungsbericht für Luxemburg / Lenz, Backes, Haas, Fischbach & Ugen / 10

Diversität, Gerechtigkeit und Inklusion im luxemburgischen Bildungssystem / Powell, Ugen & Pit-ten Cate / 16

Frühe Bildung & Enseignement fondamental / 22

Kontext für das Bildungswesen in Luxemburg / STATEC / 24

Frühkindliche Bildung und Betreuung in Luxemburg: Wer nimmt die Angebote wahr und welche Effekte hat der Besuch auf frühe Schulleistung? / Kaufmann, Ottenbacher, Weth, Fischbach, Ugen & Hornung / 28

Die Diversität der luxemburgischen Bevölkerung / Klein & Peltier / 36

Zwischen Herkunfts- und Schulsprachen: Eine Langzeitstudie mit Kindern im Zyklus 1 / Nikaedo, Loff, Cruz-Santos & Engel de Abreu / 40

Non-formale Bildung im Vorschulalter in Luxemburg / Simoes Loureiro & Neumann / 42

Unterschiede im Hörverstehen von Luxemburgisch und Deutsch zu Beginn des Schriftspracherwerbs / Hornung, Kaufmann & Weth / 44

Das luxemburgische Schulsystem / Backes & Lenz / 46

Das Pilotprojekt „ALPHA – zsumme wuessen“ / Lagodny, Vanoist & Weis / 50

Erste Ergebnisse zum Pilotprojekt „ALPHA – zsumme wuessen“: Zusammensetzung der Schülerschaft, Schulleistungen und Motivation im Vergleich / Hornung, Colling, Esch, Keller, Hellwig & Ugen / 52

Neue längsschnittliche Befunde aus dem nationalen Bildungsmonitoring ÉpStan von der 1. bis zur 5. Klasse: Negativer Trend bei Kompetenzverläufen und wirkungslose Klassenwiederholungen / Ottenbacher, Wollschläger, Keller, Sonnleitner, Hornung, Esch, Fischbach & Ugen / 54

Schulische Inklusion in Luxemburg / Frising & Müller / 64

Inklusion in Luxemburg aus Sicht der schulischen Akteurinnen und Akteure / Frising, Müller & Jacobs / 70

Der Bildungserfolg autistischer Kinder in luxemburgischen Grundschulen / Costa & Franco / 76

Inklusive Lernmaterialien in den MINT-Fächern der Primarschule: Ergebnisse des ITM-Projektes / Andersen / 80

Kognitive Fähigkeiten im multikulturellen und mehrsprachigen Umfeld: Ein sprachlich faires Testverfahren für Kinder / Kijamet, Wollschläger & Ugen / 82

Der Einfluss des Sprachhintergrunds auf das Sprachverständnis im Deutschen / Tremmel, Pit-ten Cate, Romanovska, Wealer & Ugen / 86

Die Diagnostik von spezifischen Lernstörungen im Bereich des Lesens und Schreibens in einem multilingualen Bildungskontext / Romanovska, Pit-ten Cate & Ugen / 90

Diagnose spezifischer Lernstörung im Bereich Mathematik in einem multilingualen Bildungskontext / Hilger, Ugen, Romanovska & Schiltz / 94

Visuelle Beeinträchtigungen im Kindesalter: Früherkennung mit dem nationalen Bildungsmonitoring ÉpStan / Monteiro, Esch, Engel & Ugen / 98

Subjektives Wohlbefinden und Bildungswege in der Grundschule / Pit-ten Cate, Colling, Esch & Wollschläger / 102

Unterrichtsqualität und Schulklima an den Écoles fondamentales in Luxemburg: Ergebnisse der SIVA-Studie / Emslander, Rosa, Ofstad, Levy & Fischbach / 104

Der Schriftwerb im Deutschen und Französischen bei Viertklässlern / Weth, Dording, Klasen & Ugen / 110

Auswirkungen der COVID-19-Pandemie auf die schulischen Kompetenzen von Grundschüler*innen in Luxemburg: Erste längsschnittliche Befunde aus den „Épreuves Standardisées“ (ÉpStan) / Colling, Esch, Rosa, Keller, Wollschläger, Ugen & Fischbach / 112

Enseignement secondaire / 124

Orientierungen im luxemburgischen Schulsystem / Lenz & Backes / 126

Integration und Orientierung neu zugezogener Schülerinnen und Schüler: Herausforderungen und Perspektiven / Kettels, Reichert, Quintus, Theisen & De Oliveira Carvalho / 128

Die Schülerinnen und Schüler im luxemburgischen Schulsystem / Backes & Lenz / 130

LGBTI*-Jugendliche in luxemburgischen Schulen: Diskriminierung, soziale Unterstützung und allgemeines Wohlbefinden / Meyers, Catunda & Samuel / 134

Diversität in Schulbüchern in der Unterstufe der Sekundarschule / Kerger, Schadeck & Pianaro / 138

Die Öffentlichen Europaschulen (EPS) als Antwort auf demographische Veränderungen in Luxemburg? Gezer, Backes, Keller & Lenz / 140

Der sozioökonomische Status der Schülerinnen und Schüler: Ein Vergleich zwischen traditionellen und öffentlichen europäischen Schulen in Luxemburg / Sattler, Kyzyma & Schmit / 150

Unterschiede zwischen Öffentlichen Europaschulen und Schulen, die dem luxemburgischen Lehrplan folgen: Eine Querschnittsanalyse von Mathematikleistungen in der Grund- und Sekundarschule / Colling, Grund, Keller, Esch, Fischbach & Ugen / 154

Unterschiede in Schullaufbahnen von Schüler:innen in Luxemburg / Backes & Hadjar / 164

Stress in der Schule: Tendenzen seit 2006 / Catunda, Residori & Mendes / 168

Das Lehrpersonal im luxemburgischen Schulsystem / Haas, Backes & Lenz / 170

Fairness schulischer Leistungsbeurteilung in Luxemburg: Ein Stimmungsbild aus Sicht der Schülerinnen und Schüler / Sonnleitner, Inostroza-Fernandez & Wollschläger / 174

Schulerfahrungen und psychische Gesundheit bei Jugendlichen in Heimen / Wealer, Kumsta & Engel de Abreu / 176

Außerschulische Lernwelten, Berufsbildung & Hochschule / 180

Jugendarbeit in Luxemburg: Historische Entwicklungslinien, aktuelle Themen und zukünftige Herausforderungen / Biewers, Heinen, Latz & Weis / 182

Bildungsorientierte Jugendarbeit in Luxemburg: Anlässe, Voraussetzungen, Wirkungen / Biewers, Weis & Latz / 186

Erste Schritte in die Erwerbstätigkeit / INFPC / 190

Herausforderungen, Barrieren, Diskriminierungen: Wie junge Migrantinnen und Migranten das Luxemburger Bildungssystem wahrnehmen / Richard, Oliveira, Gilodi, Bissingier, Albert & Nienaber / 192

Studierende in und aus Luxemburg / Haas & Hadjar / 194

Die Einstellung angehegender Lehrkräfte gegenüber lesbischen, schwulen und bisexuellen (LGB) Schüler*innen in Luxemburg / Galano, Grund, Gegenfurtner & Emslander / 196

Diversität des akademischen und wissenschaftlichen Personals und der Studierenden an der Universität Luxemburg / Pit-ten Cate, Grund & Rivas / 198

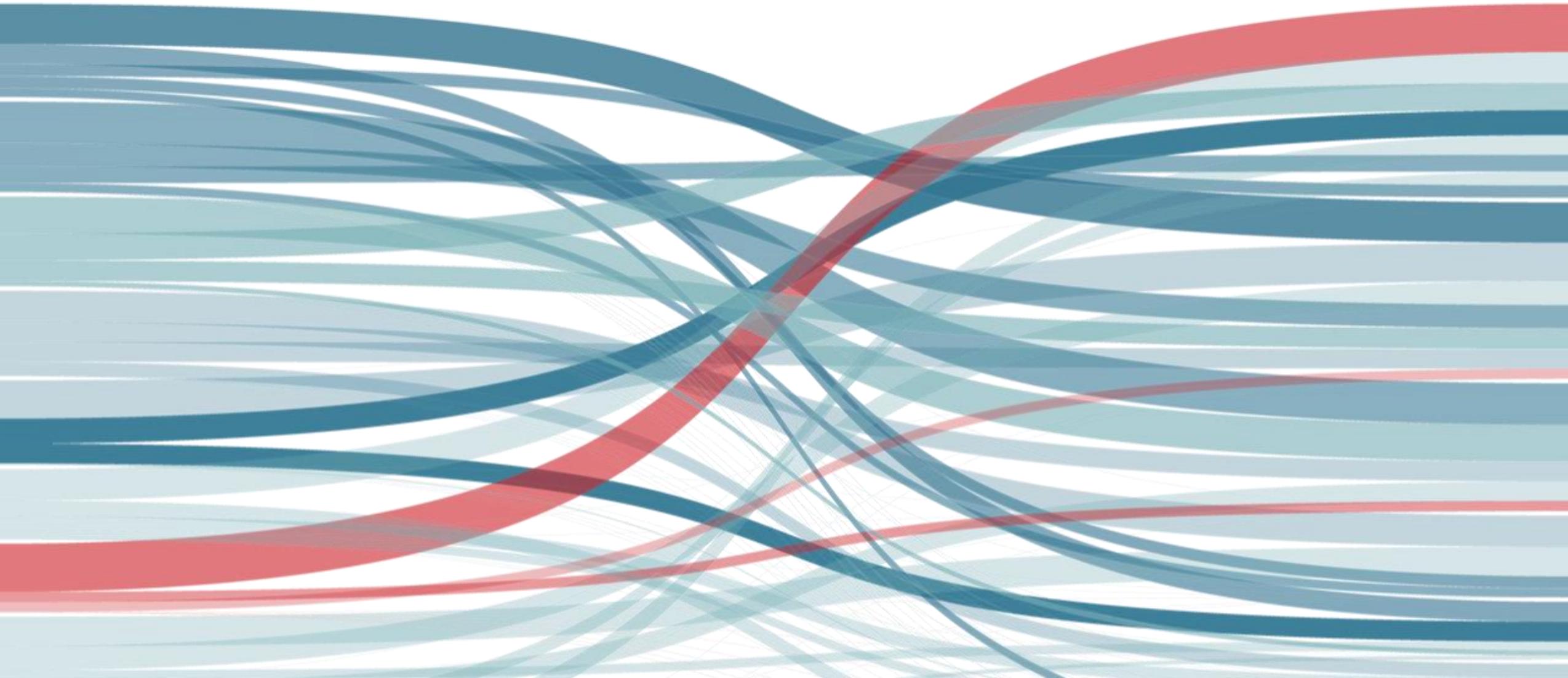
Wegweisende Bildungspraktiken in Luxemburg: Ergebnisse des PIONEERED-Projektes / Torabian, Hadjar & Backes / 202

Lebenslanges Lernen in Luxemburg / Reiff / 204

Fällt der Apfel weit vom Stamm? Auswirkungen des Bildungshintergrunds auf den beruflichen Erfolg / Hartung / 208



Coup d'œil sur le rapport





Schulerfahrungen und psychische Gesundheit bei Jugendlichen in Heimen¹

Cyrl Wealer, Robert Kumsta & Pascale M. J. Engel de Abreu

1. Hintergrund Kinder und Jugendliche in Fremdunterbringung

Die Schulzeit kann für Kinder und Jugendliche eine Herausforderung darstellen. Dies gilt insbesondere für diejenigen, die aus Gründen einer Kindeswohlgefährdung vorübergehend oder dauerhaft nicht bei ihren Eltern leben können. Eine solche sogenannte Fremdunterbringung (*out-of-home care* oder *alternative care*) geht oft mit erhöhter psychischer Belastung, schulischen Problemen und Lernschwierigkeiten einher. Es ist daher wichtig, diese jungen Menschen angemessen zu unterstützen, um ihnen einen erfolgreichen Bildungsweg zu ermöglichen.

Die Unterbringung von Kindern und Jugendlichen in Pflegefamilien oder Heimen (bzw. *Foyers*) ist eine tief einschneidende Maßnahme, die jedoch im besten Interesse der Kinder erfolgt, um ihren Schutz und eine gesunde Entwicklung zu gewährleisten (United Nations, 2010). Eine Fremdunterbringung kann durch Gerichtsbeschluss angeordnet werden oder auf freiwilliger Basis im Einvernehmen mit den Erziehungsberechtigten erfolgen. Kinder und Jugendliche, die in Fremdunterbringung leben, haben schwierige Lebenserfahrungen gemacht und oft traumatische Ereignisse erlebt. Dies führt häufig zu höheren Raten psychischer Probleme im Vergleich zu Kindern aus der Allgemeinbevölkerung (Dubois-Comtois et al., 2021; Engel de Abreu et al., 2023). Internationale Studien zeigen auch, dass solche

Erfahrungen mit einem erhöhten Risiko für schlechtere schulische Leistungen und negative Schulerfahrungen einhergehen können. Positive und negative Schulerfahrungen können sich sowohl direkt als auch indirekt auf die psychische Gesundheit auswirken. Positive Erfahrungen tragen zur Stärkung des Selbstwertgefühls bei, während negative Erfahrungen eine psychische Belastung darstellen können (Blodgett & Lanigan, 2018; Kidger et al., 2012). Die Weltgesundheitsorganisation unterstreicht die Bedeutung von Schulerfahrungen für die Gesundheit junger Menschen (World Health Organization, 2014).

„Die Unterbringung von Kindern und Jugendlichen in Pflegefamilien oder Heimen (bzw. Foyers) ist eine tief einschneidende Maßnahme, die jedoch im besten Interesse der Kinder erfolgt, um ihren Schutz und eine gesunde Entwicklung zu gewährleisten.“

Im Jahr 2024 befanden sich in Luxemburg rund 1.500 Kinder und junge Erwachsene in Fremdunterbringung (Office National de l'Enfance, 2024). Gründe hierfür sind häufig Vernachlässigung und Kindesmisshandlung (Engel de Abreu et al., 2023). Der Bericht des UN-Kinderrechtsausschusses (UN Committee on the Rights of the Child, UNCRC) von 2021 dokumentiert, dass Luxemburg im Vergleich zu anderen europäischen Ländern eine hohe Anzahl von Kindern und Jugendlichen in Heimen unterbringt (UNCRC, 2021): Etwa 60 % leben in Heimen und 40 % wachsen in Pflegefamilien auf (Office National de l'Enfance, 2024). Kinder, die außerhalb ihrer Herkunftsfamilie in Heimen oder Pflegefamilien aufwachsen, haben oft keine Lobby, die sich ausschließlich um ihre Bedürf-



nisse und Rechte kümmert. Es gibt zwar Organisationen und Interessengruppen, die sich mit Fragen der Fremdunterbringung befassen, aber die besonderen Herausforderungen, mit denen diese Kinder konfrontiert sind, erhalten im öffentlichen Diskurs und in der Politik nicht die Aufmerksamkeit, die ihnen gebührt. In Luxemburg beispielsweise fehlen umfassende Daten über die schulischen Erfahrungen von Kindern und Jugendlichen, die in Fremdunterbringung leben. Auch über den Zusammenhang zwischen Schulerfahrungen und psychischer Gesundheit dieser vulnerablen Gruppe liegen keine Erkenntnisse vor. Ziel dieses Beitrags ist es, diese Forschungslücke zu schließen.

2. Methodologie Die HERO-Studie

Im Rahmen des Forschungsprojekts HERO wurden erstmals landesweit empirische Daten zum Zusammenhang zwischen Schulerfahrungen und verschiedenen Aspekten der psychischen Gesundheit von Jugendlichen in der Heimunterbringung erhoben (Engel de Abreu et al., 2023). Die Datenerhebung erfolgte im April und Mai 2022 mittels Fragebögen, die sowohl von den Erzieherinnen und Erziehern als auch direkt von den Jugendlichen ausgefüllt wurden.

In diesem Beitrag liegt der Schwerpunkt auf den Selbstberichten von Jugendlichen in Heimen über ihre Erfahrungen in der Schule und ihre psychische Gesundheit. Die Rücklaufquote der Fragebögen der Jugendlichen lag bei 74 %. Insgesamt wurden die Daten von 264 Jugendlichen im Alter von 11 bis 18 Jahren ausgewertet.

Um die Schulerfahrungen der Jugendlichen zu erfassen, wurden zwei Fragen aus der internationalen HBSC-Studie verwendet (Biewers et al., 2021): „Was hältst du momentan von der Schule?“ (mit vier Antwortmöglichkeiten von „Ich mag sie überhaupt nicht“ bis zu „Ich mag sie sehr“) und „Fühlst du dich durch die Schularbeit gestresst?“ (mit vier Antwortmöglichkeiten von „sehr gestresst“ bis zu „überhaupt nicht gestresst“). Die psychische Gesundheit wurde mit fünf internationalen Skalen erfasst.²

3. Hauptbefunde Latentes Variablenmodell

Mithilfe von Strukturgleichungsmodellen wurden die Zusammenhänge zwischen den latenten Variablen „Schulerfahrung“ und „psychische Gesundheit“ untersucht. Latente Variablen sind psychologische Konstrukte, die nicht direkt messbar sind und durch die Extraktion einer latenten Variable aus einer Vielzahl von Testergebnissen erfasst werden. Engel de Abreu et al. (2023) untersuchten das Messmodell und stellten fest, dass psychische Gesundheit aus drei verschiedenen, aber miteinander verbundenen Konstrukten besteht: subjektives Wohlbefinden, internalisierende Schwierigkeiten (d. h. emotionale Schwierigkeiten, die primär innerlich erlebt werden, wie z. B. Angst oder Depression) und externalisierende Schwierigkeiten (d. h. Verhaltens- und emotionale Schwierigkeiten, die sich primär nach außen hin äußern und oft Handlungen und Verhaltensweisen beinhalten, die als störend angesehen werden, wie z. B. Aggressivität oder Impulsivität). Im Einzelnen wurde untersucht, wie eine latente Variable „negative Schulerfahrung“, die sich aus „Nichtmögen der Schule“ und „Empfundener Schulstress“ zusammensetzt, mit den identifizierten Konstrukten der psychischen Gesundheit zusammenhängt (siehe Abb. 1).

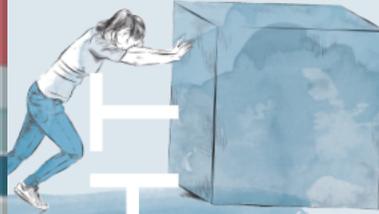
¹ Die Forschungsarbeit wurde von der *Équipe Nationale de Services à l'Enfance-Duchesse-Charlotle* und der *Fondation Junior* sowie durch ein Forschungstipendium des Nationalen Forschungsfonds unterstützt. Wir bedanken uns bei den Kindern und Jugendlichen, den pädagogischen Fachkräften und den Trägerinstitutionen für ihre Teilnahme an der HERO-Studie. Dank auch an: *Office National de l'Enfance (ONE)*, *Habitants des Acteurs du Secteur Social (FEDAS)*, *Ombudsmann für Kinder & Jugendliche (OKaJ)*, *Association Nationale des Communautés Éducatives et Sociales (ANCES)*, *Fliegelflitteren Lëtzebuerg ash!*, *UNICEF Lëtzebuerg* sowie an Prof. Dr. Claudine Kirsch, Prof. Dr. Andreas Heitz, Prof. Dr. Jane Callaghan und Premier avocat général Simone Flammang.

² *World Health Organization-Five Well-Being Index (WHO-5)*, Allgaller et al., 2015), *Centre for Disease Control and Prevention Life Events Scale (CES-D)*, Biewers et al., 2020), *Kurzversion des Mood and Feelings Questionnaire (SMFQ)*, Angold et al., 1995), *Subskala des Screen for Child Anxiety Related Emotional Disorders (SCARED)*, Birmaher et al., 1999) und *Strengths and Difficulties Questionnaire (SDQ)*, Goodman, 1997). Für eine genaue Beschreibung aller Messinstrumente siehe Engel de Abreu, Kumsta und Wealer (2023).

Fairness schulischer Leistungsbeurteilung in Luxemburg:

Ein Stimmungsbild aus Sicht der Schülerinnen und Schüler

Philipp Sonnleitner, Pamela Inostroza-Fernandez & Rachel Wollschläger



Schulische Leistungsbeurteilung ist aufgrund der Konsequenzen für Schullaufbahnentscheidungen, und aufgrund der Auswirkungen auf das Selbstkonzept, das fachliche Interesse und auf die Wahrnehmung institutioneller Fairness generell ein zentraler Faktor jeder Bildungsbiographie. Entscheidend ist dabei die subjektiv wahrgenommene Fairness der Leistungsbeurteilung, die nachweislich die Zufriedenheit, Motivation und Einstellung zum Lernen beeinflusst (Chory-Assad, 2002). Leistungsbeurteilung wird jedoch in der Lehrerbildung vernachlässigt, was (Jung-)Lehrkräfte oft beklagen (Battistone et al., 2019). Um herauszufinden, wie Benotung besser und fairer durchgeführt werden kann, untersucht ein Forschungsprojekt am LUCET, wie Schülerinnen und Schüler in Luxemburg Leistungsbeurteilung in ihrem Lernalltag wahrnehmen.

Befragt wurden 693 Kinder der 7. Klasse der Sekundarstufe (7^e; 53 % Mädchen; mittleres Alter: 12,6 Jahre) und 2.317 Jugendliche der 9. Klasse (5^e; 49 % Mädchen; mittleres Alter: 14,9 Jahre). Die Daten wurden im Rahmen der landesweiten *Épreuves standardisées* im Herbst 2021 mit dem Fairnessbarometer (Sonnleitner & Kovacs, 2020) – einem standardisierten Instrument zur Erfassung der wahrgenommenen Fairness der Leistungsbeurteilung – erhoben. Auf einer fünfstufigen Skala (1 – „trifft nicht zu“ bis 5 – „trifft zu“) beurteilen die Jugendlichen vier Aspekte *informationeller Fairness*, wie Transparenz der Beurteilungskriterien und Nachvollziehbarkeit der erreichten Punkte. Zusätzlich werden sechs Facetten *prozeduraler Fairness* abgefragt, wie Einheitlichkeit der Beurteilungskriterien für die ganze Klasse, eine angemessene Länge oder Inhalt der Tests (vgl. Abb. 1).¹

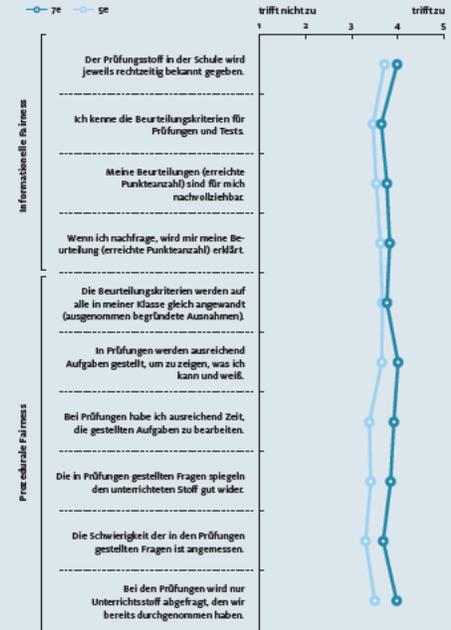
Generell wird Leistungsbeurteilung (eher) positiv beurteilt. Allerdings sackt die Zustimmung über die Schullaufbahn merklich ab: Während noch 43 % der Schülerinnen und Schüler der 7^e den positiv formulierten Aussagen (stark) zustimmen, tun dies in der 5^e nur noch 29 %. Vor allem prozedurale Aspekte werden in der höheren Klassenstufe bedeutend kritischer gesehen. So werden Tests oder Prüfungen teils als zu lang oder als wenig repräsentativ für den unterrichteten Stoff empfunden. Insgesamt sind 13 % der 7^e und nur 5 % der 5^e mit allen Aspekten (sehr) unzufrieden. Vor allem Schülerinnen und Schüler des *Enseignement secondaire général, voie d'orientation* berichten eine signifikant niedrigere Fairnesswahrnehmung. Es bestehen keine (relevanten) Unterschiede hinsichtlich des Geschlechts- oder Migrationshintergrunds sowie zwischen Sprachgruppen.

¹ In der vorliegenden Umsetzung lag die Messgenauigkeit bei Cronbach's alpha_{7e} und alpha_{5e} demnach sehr hoch.



Fairness bei schulischer Leistungsbeurteilung in Luxemburg: Ein Stimmungsbild aus Sicht der Schülerinnen und Schüler

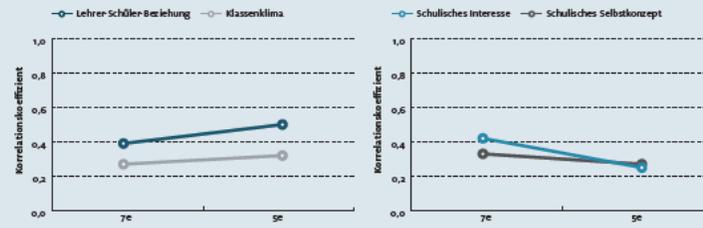
Abb. 1: Mittelwerte je Aussage des Fairnessbarometers



Darüber hinaus zeigt sich, dass die wahrgenommene Fairness in der 5^e stärker mit der Lehrer-Schüler-Beziehung und dem berichteten Klassenklima zusammenhängt als in der 7^e (vgl. Abb. 2). Für das schulische Interesse und das Selbstkonzept gilt das Gegenteil: Der Zusammenhang in der 5^e fällt (deutlich) geringer als in der 7^e aus. Dies bestätigt vorherige Forschungsbefunde, laut denen die Wahrnehmung der Leistungsbeurteilung eine zentrale Stellschraube sein könnte, um schul- und lernbezogene Einstellungen bei Jugendlichen (relativ leicht) positiv zu beeinflussen. Dass die Bewertungen reine Sympathiebekundungen sind, ist nicht plausibel, dagegen sprechen beispielsweise die differenzierten Beurteilungen der Einzelspekte.

Es kann festgehalten werden, dass das Fairnessbarometer in großen Datenerhebungen zuverlässig funktioniert. Das Fairnessbarometer ist frei verfügbar, mit dem Ziel, einen Dialog zwischen Lehrkräften und Jugendlichen zu starten und so den Schulalltag für alle konstruktiv und positiv(er) zu gestalten (Sonnleitner & Kovacs, 2020).

Abb. 2: Zusammenhang zwischen wichtigen Schülervariablen und wahrgenommener Fairness



Referenzen

Battistone, W., Buckmiller, T., & Peters, R. (2019). Assessing assessment literacy: Are new teachers prepared to assume jobs in school districts engaging in grading and assessment reform efforts? *Studies in Educational Evaluation*, 62, 10-17.

Chory-Assad, R. M. (2002). Classroom justice: Perceptions of fairness as a predictor of student motivation, learning, and aggression. *Communication Quarterly*, 50(1), 58-77.

Sonnleitner, P., & Kovacs, C. (2020). Differences between students' and teachers' fairness perceptions: Exploring the potential of a self-administered questionnaire to improve teachers' assessment practices. *Frontiers in Education* (Vol. 5, p. 1-14). Frontiers Media SA.

Das luxemburgische Schulsystem

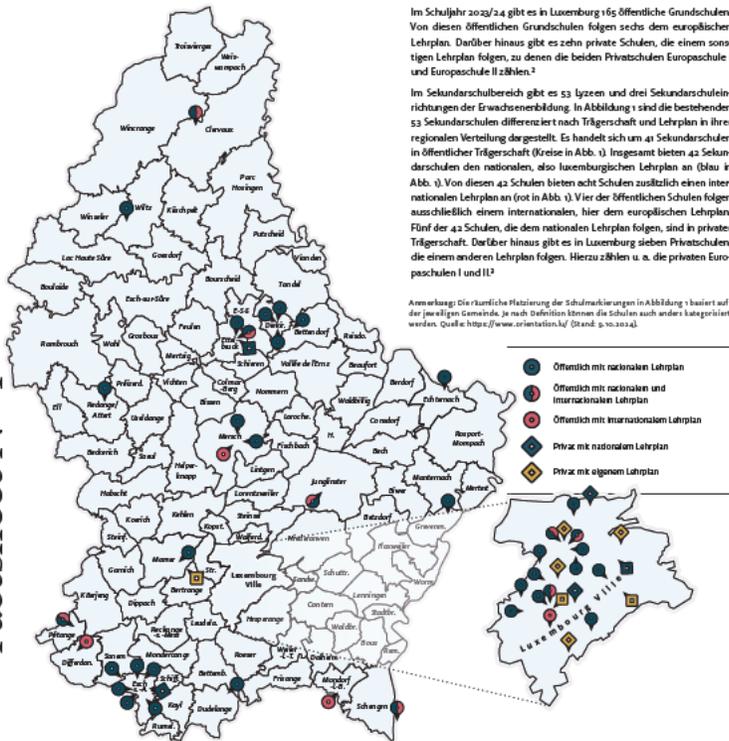
Susanne Backes & Thomas Lentz*

In Luxemburg besteht eine Schulpflicht für Kinder und Jugendliche im Alter von 4 bis 16 Jahren (ab 2026 bis 18 Jahre). Dieser Zeitraum umfasst die Grundschule (Enseignement fondamental) und die Sekundarschule (Enseignement secondaire), die im nationalen Lehrplan wiederum in verschiedene Schulwege unterteilt ist und den berufsbildenden Bereich umfasst. Die meisten Schulen folgen dem nationalen Lehrplan. Zudem gibt es eine steigende Anzahl an Schulen, die einen internationalen bzw. europä-

päischen Lehrplan mit unterschiedlichen Instruktionssprachen anbieten. Die meisten Schulen befinden sich in öffentlicher Trägerschaft; Schulen in privater Trägerschaft werden auch staatlich subventioniert. Luxemburg bietet Unterstützungsstrukturen zur schulischen Inklusion von Schülerinnen und Schülern mit spezifischem Förderbedarf innerhalb des regulären Schulsystems (vgl. Factsheet 3). Außerdem existieren acht Kompetenzzentren mit unterschiedlichen Förderschwerpunkten.

Schulen, Schulträger und Lehrpläne

Abb. 1: Regionale Verteilung der Sekundarschulen in Luxemburg nach Trägerschaft und Lehrplan



Im Schuljahr 2023/24 gibt es in Luxemburg 165 öffentliche Grundschulen. Von diesen öffentlichen Grundschulen folgen sechs dem europäischen Lehrplan. Darüber hinaus gibt es zehn private Schulen, die einem sonstigen Lehrplan folgen, zu denen die beiden Privatschulen Europaschule I und Europaschule II zählen.¹

Im Sekundarschulbereich gibt es 53 Lyzeen und drei Sekundarschulrichtungen der Erwachsenenbildung. In Abbildung 1 sind die bestehenden 53 Sekundarschulen differenziert nach Trägerschaft und Lehrplan in ihrer regionalen Verteilung dargestellt. Es handelt sich um 42 Sekundarschulen in öffentlicher Trägerschaft (Grüne in Abb. 1). Insgesamt bieten 42 Sekundarschulen den nationalen, also luxemburgischen Lehrplan an (blau in Abb. 1). Von diesen 42 Schulen bieten acht Schulen zusätzlich einen internationalen Lehrplan an (rot in Abb. 1). Vier der öffentlichen Schulen folgen ausschließlich einem internationalen, hier dem europäischen Lehrplan. Fünf der 42 Schulen, die dem nationalen Lehrplan folgen, sind in privater Trägerschaft. Darüber hinaus gibt es in Luxemburg sieben Privatschulen, die einem anderen Lehrplan folgen. Hierzu zählen u. a. die privaten Europaschulen I und II.²

Anmerkung: Die räumliche Platzierung der Schulmarkierungen in Abbildung 1 basiert auf der jeweiligen Gemeinde, je nach Definition können die Schulen auch anders kategorisiert werden. Quelle: <https://www.orientation.lu/> (Stand: 30.10.2024)

1) Öffentliche Berechnungen basieren auf administrativen Schülendaten. Wir danken der Division de traitement de données sur la qualité de l'enseignement et de l'évaluation et de l'évaluation des SCSPT für die Unterstützung.
2) Europaschule I und II: Ecole Charlemagne, Yeucan, Ecole Marie-Montessori, PMS1 Öffentlich-Waldorfschule, International School of Luxembourg, Over the Rainbow, St. George's International School, Ecole Montessori Schule (Gründe drei interne Veranschaulichungen).

Factsheet N° 4

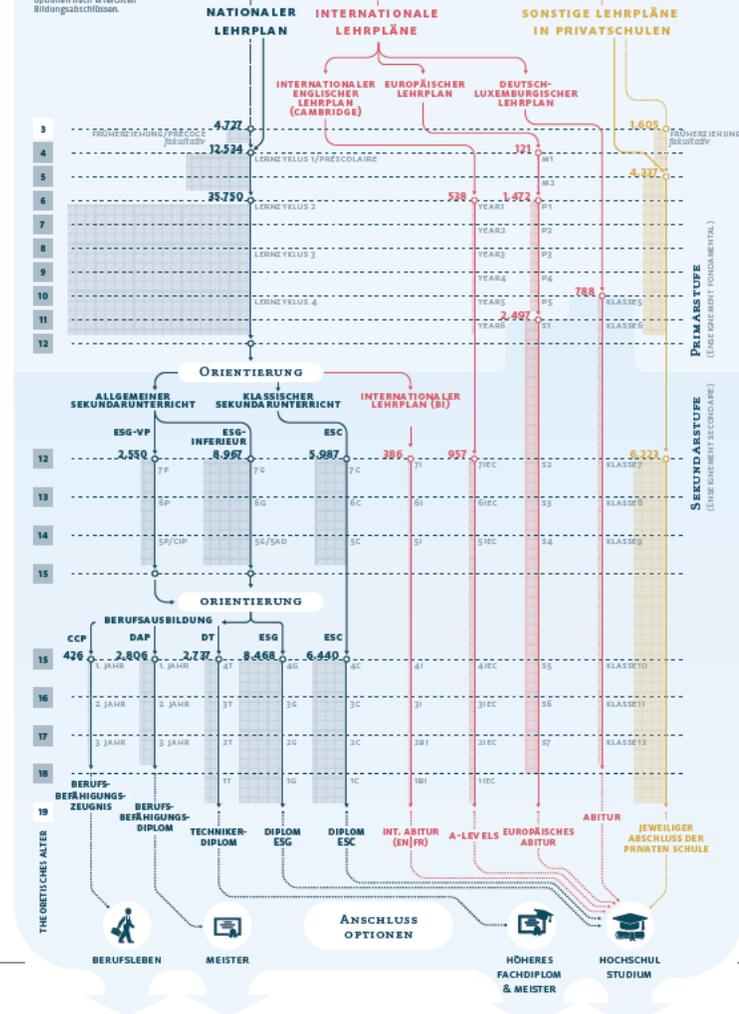
Abb. 2: Das luxemburgische Schulsystem

Das luxemburgische Schulsystem

DATEN FÜR DAS SCHULJAHR 2022/23¹

VEREINFACHTE DARSTELLUNG.

Nicht dargestellt sind Wachstumsmöglichkeiten zwischen Schulformen und Wechselausschlussoptionen nach anderen Bildungsbereichen.



Kontext für das Bildungswesen in Luxemburg

Factsheet N° 1

Die Diversität der luxemburgischen Bevölkerung

Factsheet N° 2

Non-formale Bildung im Vorschulalter in Luxemburg

Factsheet N° 3

Das luxemburgische Schulsystem

Factsheet N° 4

Schulische Inklusion in Luxemburg

Factsheet N° 5

Orientierungen im luxemburgischen Schulsystem

Factsheet N° 6

Die Schülerinnen und Schüler im luxemburgischen Schulsystem

Factsheet N° 7

Der sozioökonomische Status der Schülerinnen und Schüler: Ein Vergleich des sozioökonomischen und ethnischen Ursprungs des Schülers in Luxemburg

Factsheet N° 8

Unterschiede in Schullaufbahnen von Schülerinnen in Luxemburg

Factsheet N° 9

Das Lehrpersonal im luxemburgischen Schulsystem

Factsheet N° 10

Jugendarbeit in Luxemburg: Ein Vergleich von Schülerinnen, Schülern und Lehrenden

Factsheet N° 11

Erste Schritte in die Erwerbstätigkeit

Factsheet N° 12

Studierende in und aus Luxemburg

Factsheet N° 13

Diversität des akademischen und wissenschaftlichen Personals und der Studierenden an der Universität Luxemburg

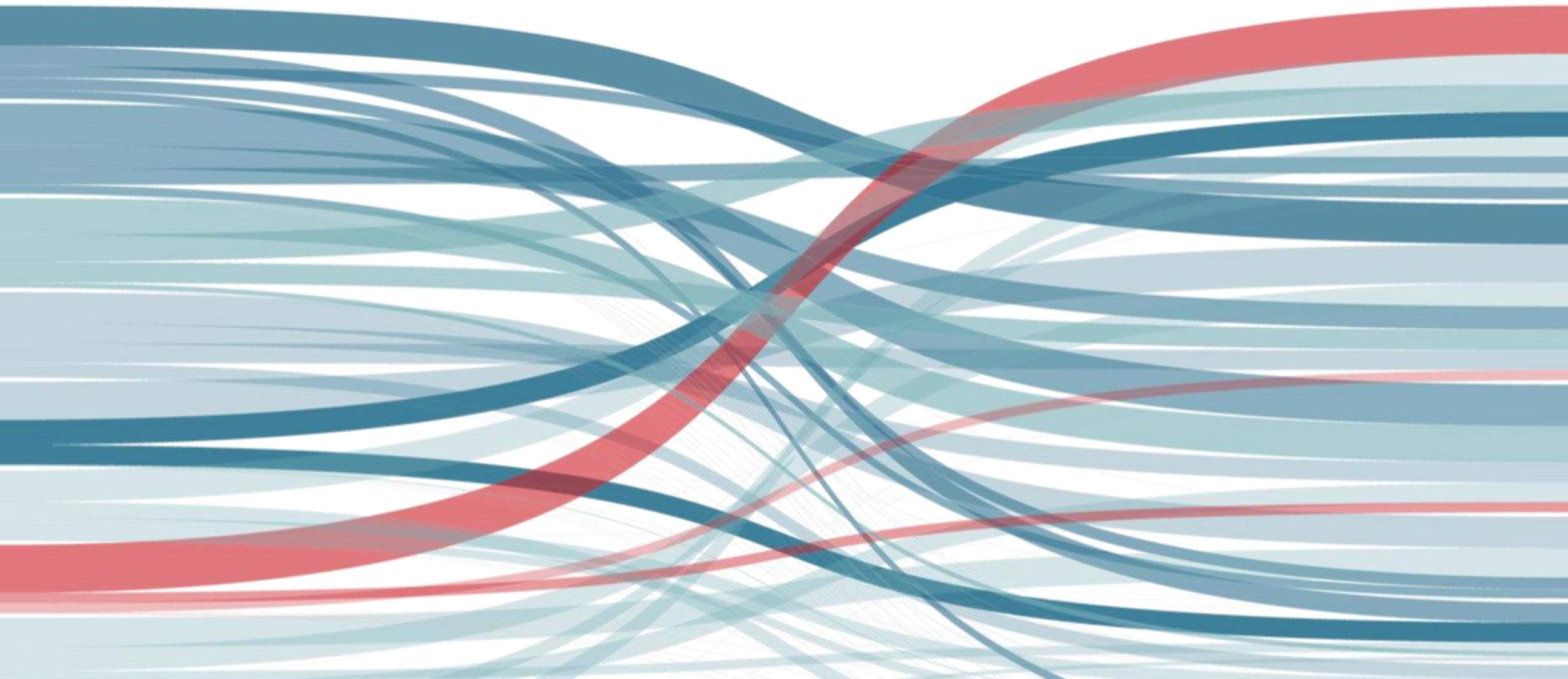
Factsheet N° 14

Lebenslanges Lernen in Luxemburg

Factsheet N° 15

← de la petite enfance à l'âge adulte →
 ← éducation formelle et non formelle →
 ← différents groupes d'acteurs·actrices →

Principaux constats



Nationaler Bildungsbericht LUXEMBURG 2024



UNIVERSITÄT LUXEMBURG
Luxembourg Centre for
Educational Testing (LUCET)



SCRIPT
Service de Coopération de la Recherche
et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques

Principaux constats du quatrième rapport sur l'éducation au Luxembourg

- 1) Diversité et inclusion (définition des termes)
- 2) Résultats empiriques selon axes choisis
 - a) *Diversité et école au Luxembourg*
 - b) *Aperçu de la recherche sur l'inclusion*
 - c) *Inégalités anciennes et nouvelles*
- 3) Paysage éducatif en changement
- 4) Conclusion

Nationaler Bildungsbericht LUXEMBURG 2024



UNIVERSITÄT LUXEMBURG
Luxembourg Centre for
Educational Testing (LUCET)



SCRIPT
Service de Coopération de la Recherche
et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques

Principaux constats du quatrième rapport sur l'éducation au Luxembourg

- 1) Diversité et inclusion (définition des termes)
- 2) Résultats empiriques selon axes choisis
 - a) Diversité et école au Luxembourg
 - b) Aperçu de la recherche sur l'inclusion
 - c) Inégalités anciennes et nouvelles
- 3) Paysage éducatif en changement
- 4) Conclusion

(1) Concernant la diversité et l'inclusion



Le terme de **diversité** se réfère aux différences humaines, que ce soit :

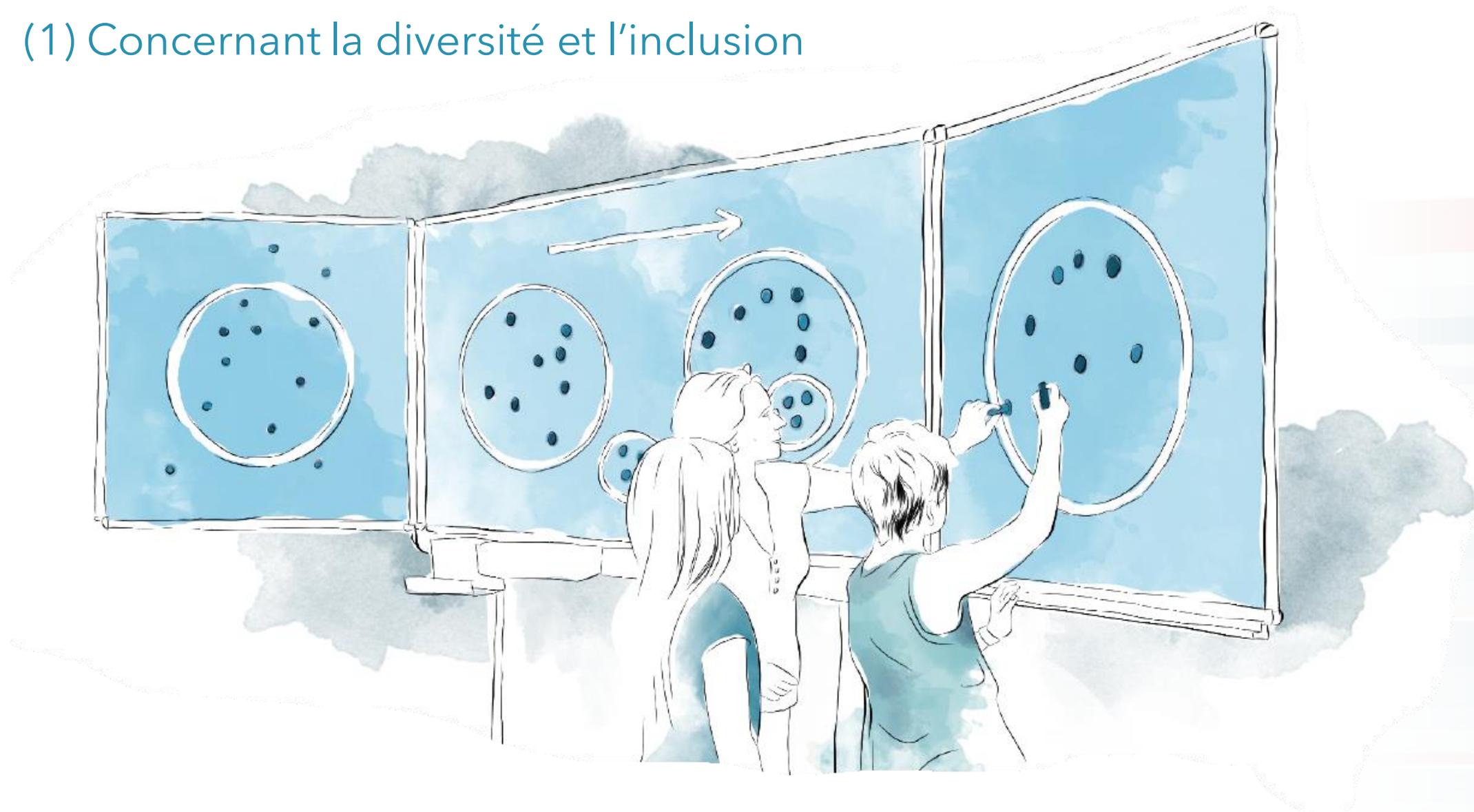
le handicap, le milieu socio-économique, le genre, l'orientation sexuelle, les langues parlées, la religion, l'appartenance ethnique ou l'expérience migratoire

Par conséquent, nous entendons par le terme **inclusion** :

- = effort actif pour valoriser les perspectives/contributions de chaque individu
- L'éducation inclusive constitue un droit de l'homme et suppose des écoles et des cadres d'apprentissage inclusifs accueillant tous les enfants, les jeunes et les professionnel·le·s de tous les milieux physiques, cognitifs, linguistiques et sociaux.



(1) Concernant la diversité et l'inclusion



Exclusion -> Séparation -> Intégration -> Inclusion

Nationaler Bildungsbericht LUXEMBURG 2024



UNIVERSITÄT LUXEMBURG
Luxembourg Centre for
Educational Testing (LUCET)



SCRIPT
Service de Coopération de la Recherche
et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques

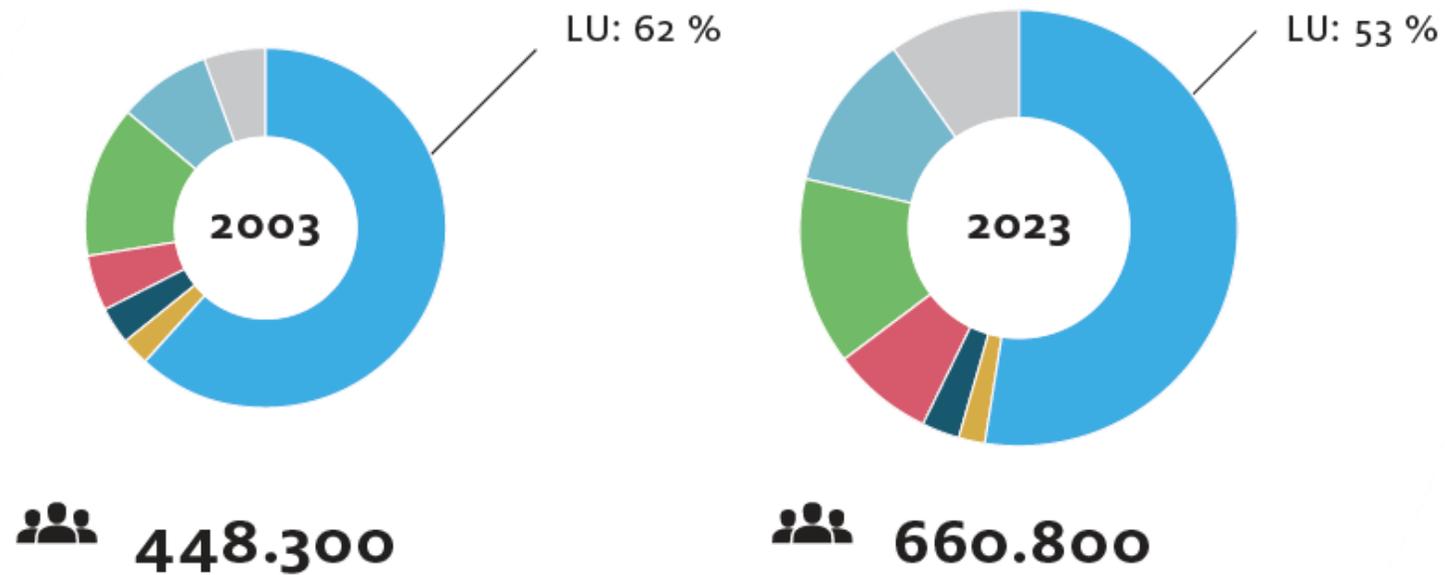
Principaux constats du quatrième rapport sur l'éducation au Luxembourg

- 1) Diversité et inclusion (définition des termes)
- 2) Résultats empiriques selon axes choisis
 - a) *Diversité et école au Luxembourg*
 - b) *Aperçu de la recherche sur l'inclusion*
 - c) *Inégalités anciennes et nouvelles*
- 3) Paysage éducatif en changement
- 4) Conclusion

(2a) Diversité au Luxembourg

La population luxembourgeoise devient sans cesse plus hétérogène.

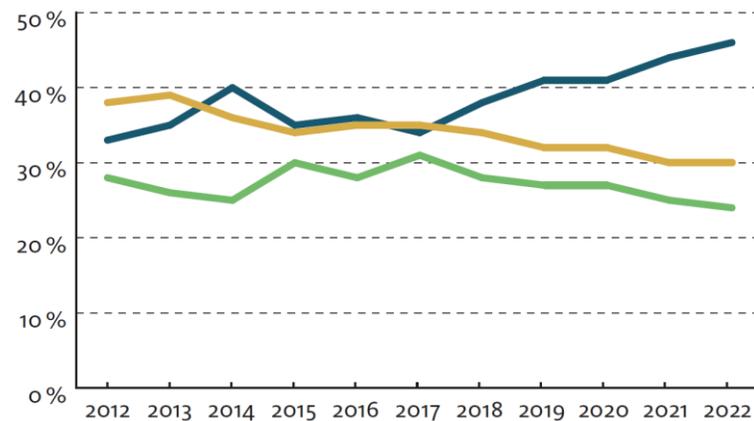
Population selon la nationalité



(2a) Diversité au Luxembourg

Le Luxembourg est un pays prospère où les personnes ayant fait des études supérieures sont nombreuses...

Population du Luxembourg selon le niveau d'études



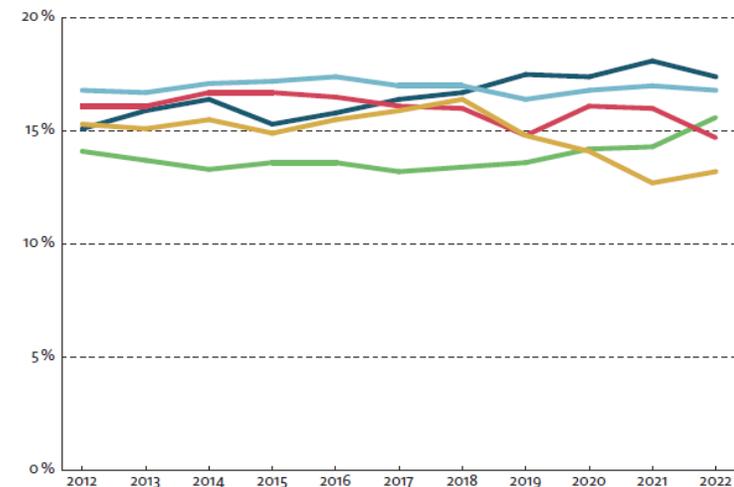
— Secondaire inférieur (niveaux 0-2)

— Secondaire supérieur non universitaire (niveaux 3 et 4)

— Tertiaire (niveaux 5-8)

... mais qui compte aussi de nombreuses personnes menacées de pauvreté.

Risque de pauvreté selon les pays



— Zone euro

— Belgique

— Allemagne

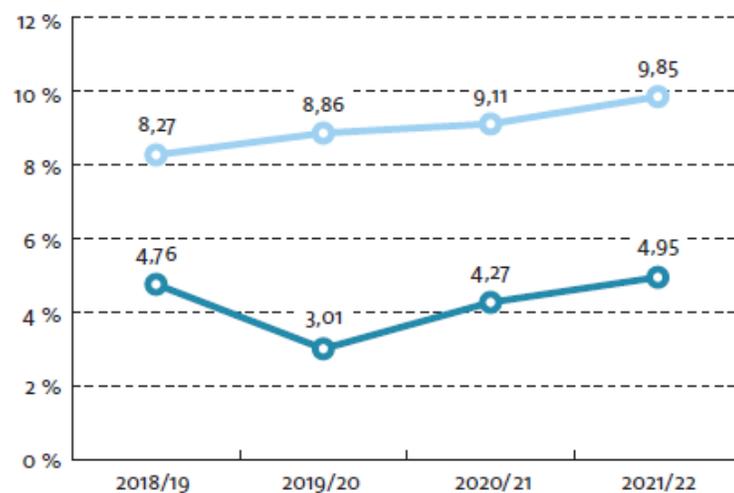
— France

— Luxembourg

(2a) Diversité au Luxembourg

Ces différences se manifestent également dans la **population scolaire**...

Pourcentage d'élèves du primaire dont la famille bénéficie du REVIS



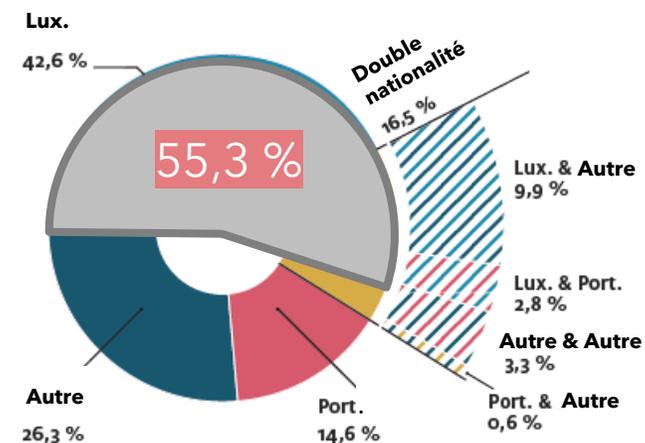
Sattler et al.
p. 150

 Programme international

 Programme national

* Étant donné que de plus en plus de personnes possèdent une double nationalité et qu'une proportion plus importante de personnes et de familles parlent plus d'une langue à la maison, la première nationalité a été choisie comme valeur approchée.

Pourcentage d'élèves du primaire selon la première nationalité*



Backes & Lenz
p. 130

(2a) Diversité au Luxembourg

Répartition de la **population scolaire selon les écoles**

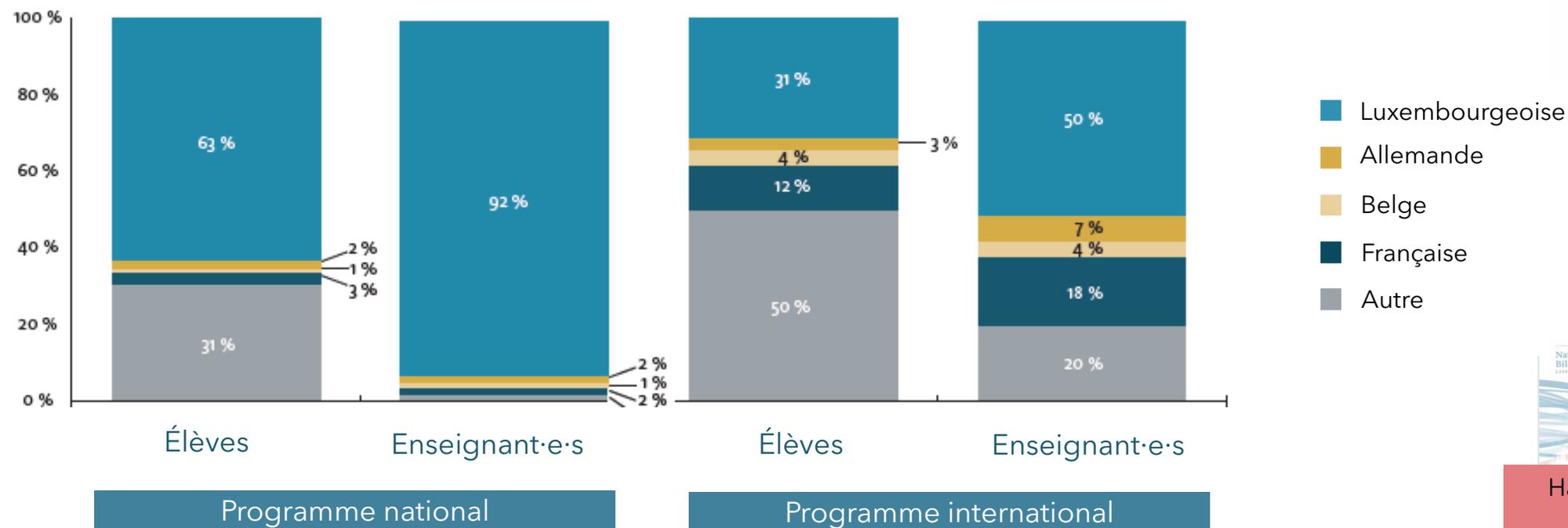
Proportion d'élèves selon le programme (2022/23)



(2a) Diversité au Luxembourg

... et quid du corps enseignant ?

Nationalité des élèves (2022/23) et des enseignantes et enseignants (2023/24) dans les écoles secondaires



(2a) Diversité au Luxembourg

- ➔ La diversité linguistique, culturelle et sociale du pays place le secteur de l'éducation devant des défis de taille.

Nationaler Bildungsbericht

LUXEMBURG 2024



UNIVERSITÄT LUXEMBURG
Luxembourg Centre for
Educational Testing (LUCET)



SCRIPT
Service de Coopération de la Recherche
et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques

Principaux constats du quatrième rapport sur l'éducation au Luxembourg

- 1) Diversité et inclusion (définition des termes)
- 2) Résultats empiriques selon axes choisis
 - a) *Diversité et école au Luxembourg*
 - b) *Aperçu de la recherche sur l'inclusion*
 - c) *Inégalités anciennes et nouvelles*
- 3) Paysage éducatif en changement
- 4) Conclusion

(2b) Besoins d'apprentissage spécifiques et réussite éducative

État et champ de la recherche

- Ce domaine de recherche empirique reste récent au Luxembourg (à l'exception de quelques équipes de chercheurs, cf. p. ex. les Rapports sur l'éducation de 2018, 2021)
- Le champ de recherche et le terrain connaissent depuis peu certains changements et de nouvelles institutions (p. ex. Centre de compétences pour enfants et jeunes à haut potentiel)

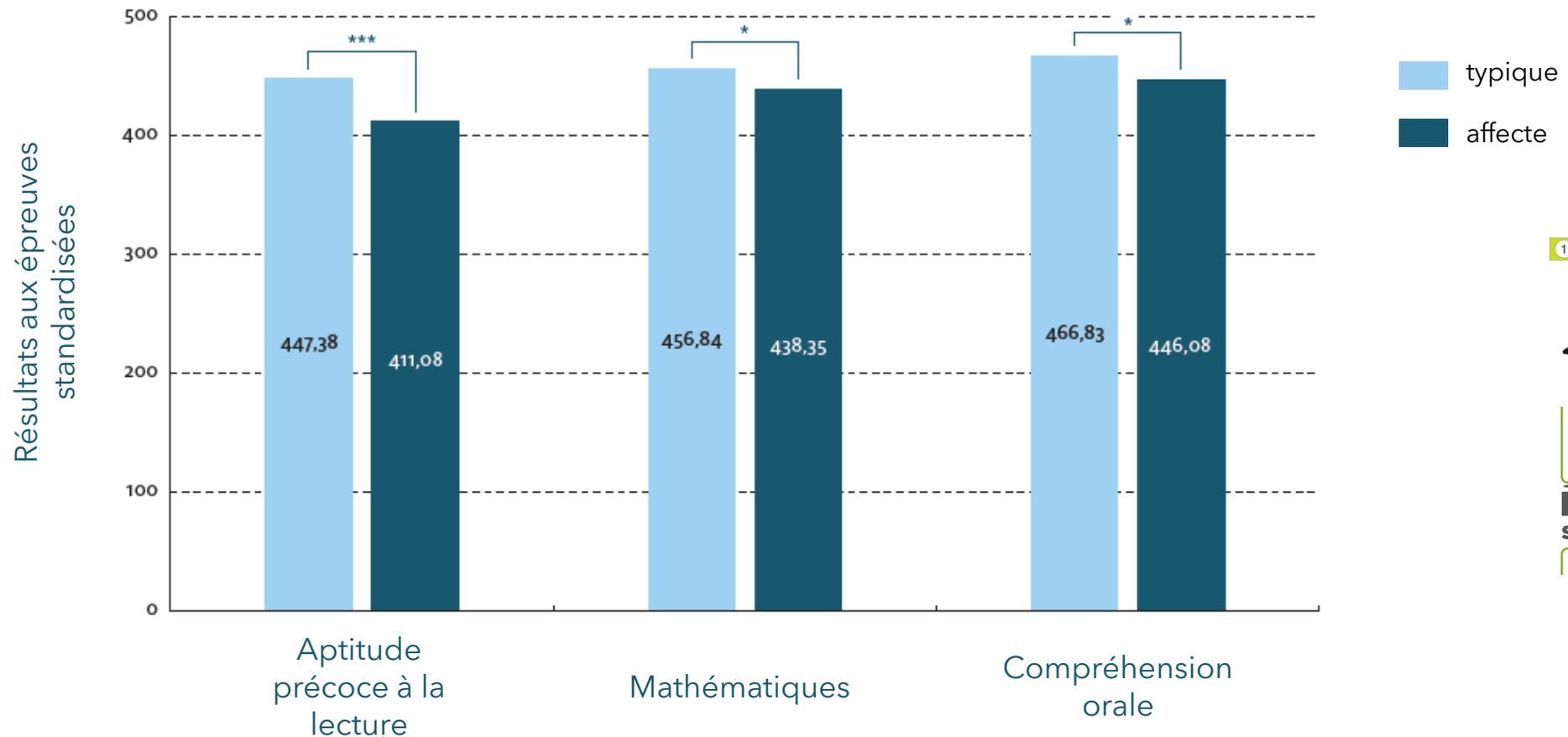
Mais :

- Nouvelle chaire et nouveau programme à l'Université du Luxembourg, permettant d'atteindre de nouvelles études (depuis 2024)
- Portfolio sur le diagnostic depuis 2021 (LUCET)

=> Nous présentons ci-après une sélection de contributions à la recherche passée sur l'inclusion et aux études de diagnostic apparentées

(2b) Besoins d'apprentissage spécifiques et réussite éducative

Effets des troubles visuels diagnostiqués au C2.1 corrigés des variables contextuelles



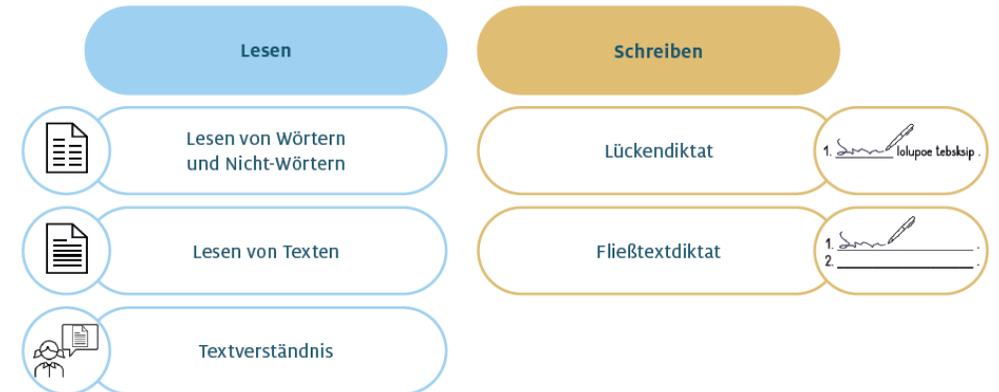
(2b) Besoins d'apprentissage spécifiques et réussite éducative

Diagnostic de troubles de l'apprentissage spécifiques

Exemple : Mathématiques



Exemple : Lecture et écriture



Hilger et al.
p. 94



Romanovska et al.; p. 90

(2b) Besoins d'apprentissage spécifiques et réussite éducative

Sentiment de maîtrise dans l'enseignement aux enfants ayant des besoins éducatifs spécifiques

Acteur.trice.s scolaires	Sentiment de compétence faible			Sentiment de compétence élevé		
	← plus faible			plus élevé →		
<i>Enseignant.e.s du fondamental</i>	Trouble du spectre de l'autisme	Trouble socio-émotionnel	Trouble du développement intellectuel	Trouble de l'attention avec/sans hyperactivité	Trouble spécifique des apprentissages	Haut potentiel intellectuel
<i>Enseignant.e.s du secondaire</i>	Trouble du développement intellectuel	Trouble du spectre de l'autisme	Trouble socio-émotionnel	Trouble du développement moteur	Trouble spécifique des apprentissages	Haut potentiel intellectuel
<i>I-EBS</i>	Trouble du spectre de l'autisme	Déficience visuelle	Déficience auditive	Trouble du développement intellectuel	Trouble de l'attention avec/sans hyperactivité	Trouble spécifique des apprentissages
<i>Membres de l'ESEB</i>	Déficience visuelle	Déficience auditive	Haut potentiel intellectuel	Trouble du développement intellectuel	Trouble spécifique des apprentissages	Trouble de l'attention avec/sans hyperactivité
<i>Intervenant.e.s spécialisé.e.s</i>	Déficience visuelle	Haut potentiel intellectuel	Trouble du spectre de l'autisme	Trouble du développement intellectuel	Trouble de l'attention avec/sans hyperactivité	Trouble spécifique des apprentissages



Frising et al.
p. 70



Costa & Franco
p. 76
concernant l'autisme

Nationaler Bildungsbericht LUXEMBURG 2024



UNIVERSITÄT LUXEMBURG
Luxembourg Centre for
Educational Testing (LUCET)

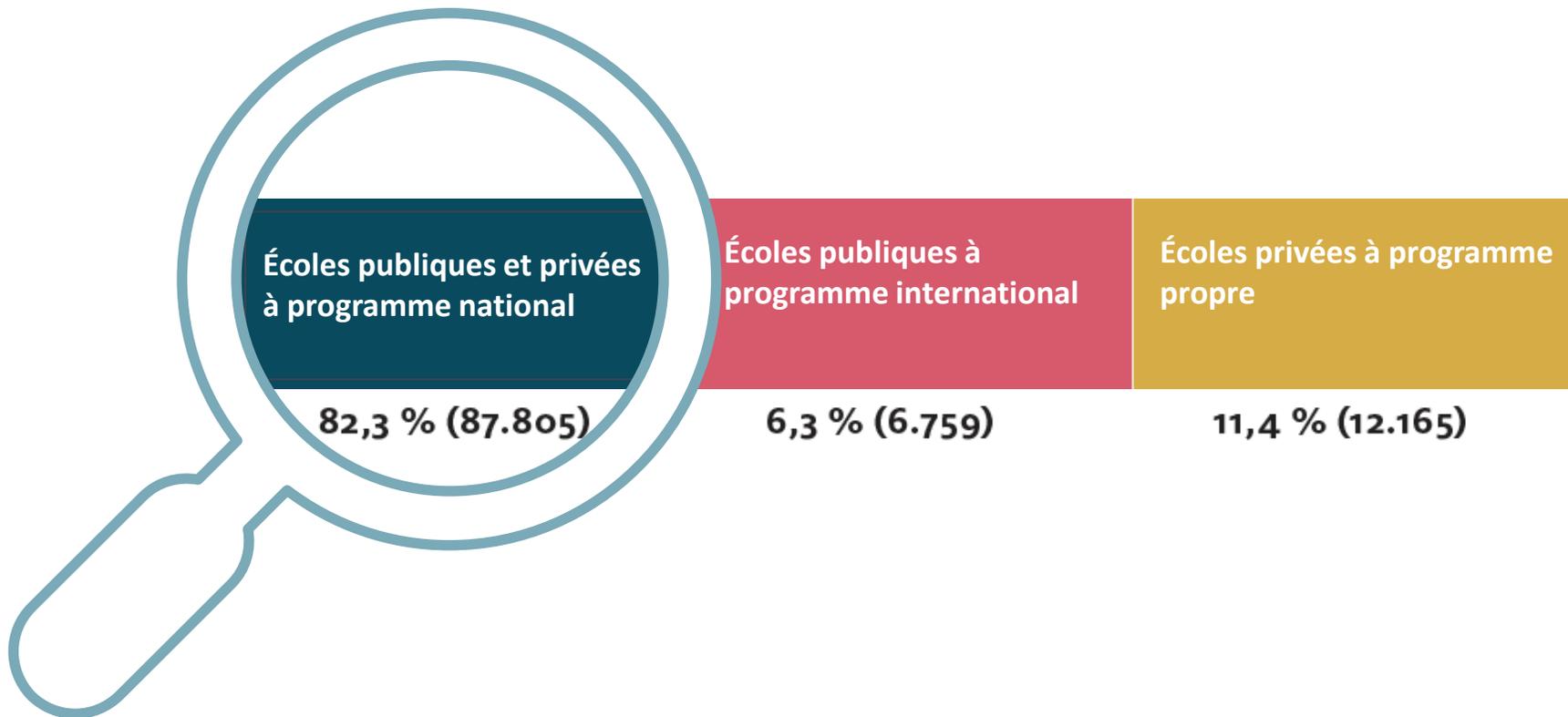


SCRIPT
Service de Coopération de la Recherche
et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques

Principaux constats du quatrième rapport sur l'éducation au Luxembourg

- 1) Diversité et inclusion (définition des termes)
- 2) Résultats empiriques selon deux axes choisis
 - a) *Diversité et école au Luxembourg*
 - b) *Aperçu de la recherche sur l'inclusion*
 - c) *Inégalités anciennes et nouvelles*
- 3) Paysage éducatif en changement
- 4) Conclusion

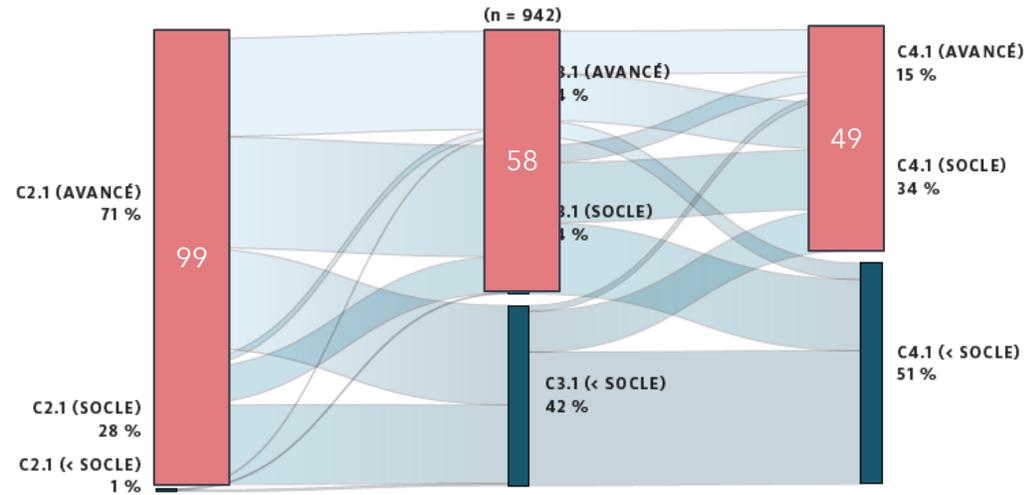
(2c) Concernant le contexte socio-économique et la réussite éducative



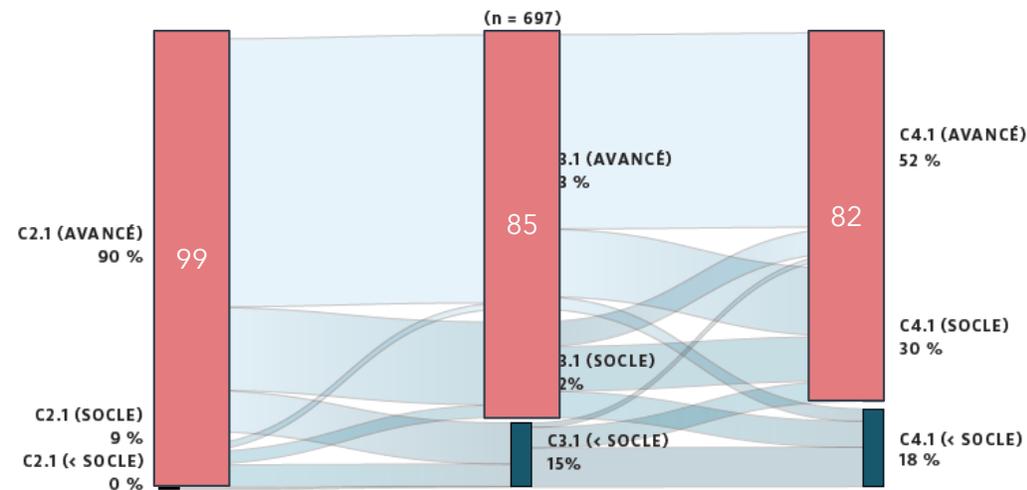
(2c) Concernant le contexte socio-économique et la réussite éducative

Enseignement
fondamental
1 - 3 - 5

Parcours de développement en mathématiques du C2.1 au 4.1



Situation socio-économique défavorable



Situation socio-économique favorable



Ottenbacher et al.; p. 54

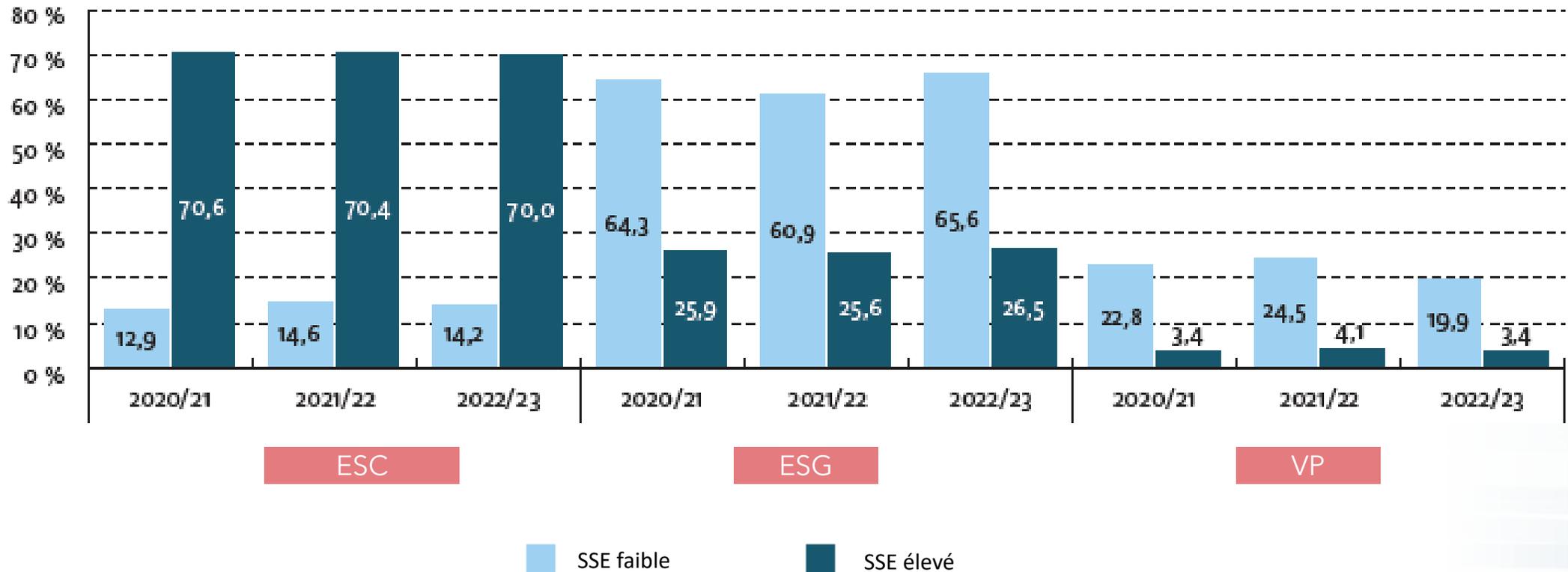
(2c) Concernant le contexte socio-économique et la réussite éducative

Passage
Fondamental
Secondaire



Backes &
Hadjar; p. 164

Conseil d'orientation finale selon l'origine sociale (status socio-économique, SSE)



(2c) Concernant le contexte socio-économique et la réussite éducative

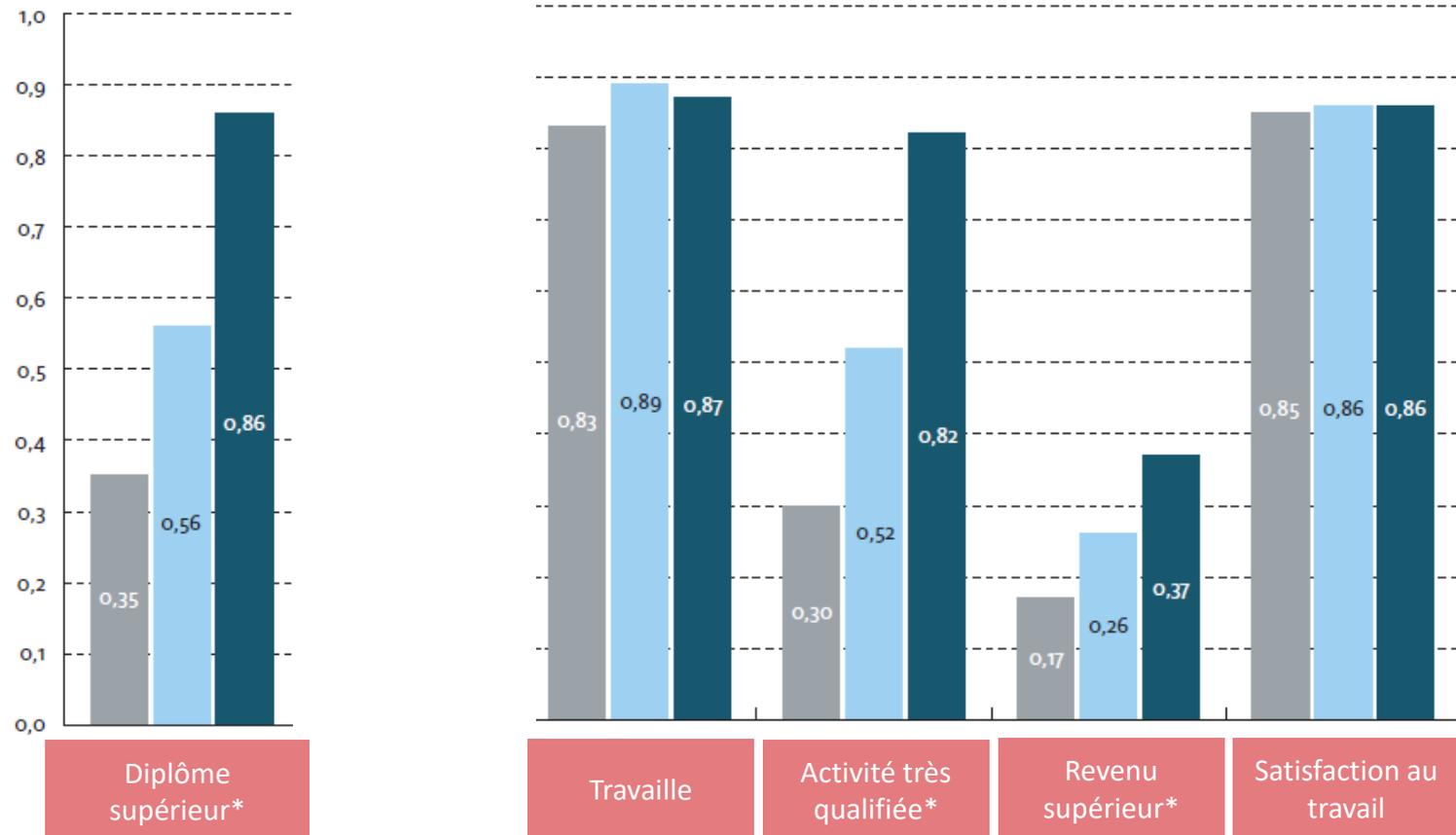


Hartung
p. 208

Probabilités d'obtention d'un diplôme universitaire et résultats professionnels selon le niveau d'études des parents

Âge adulte

- Faible
- Moyenne
- Élevé



(2c) Et quid du contexte migratoire/linguistique ?

Les inégalités selon le contexte migratoire et linguistique présentent un tableau similaire aux disparités entre les contextes socio-économiques et s'observent tout au long du parcours scolaire.

P. ex. Kaufmann et al. (p. 28) ; Ottenbacher et al. (p. 54) ; Backes & Hadjar (p. 164) ; Hartung (p. 208)

Nationaler Bildungsbericht LUXEMBURG 2024



UNIVERSITÄT LUXEMBURG
Luxembourg Centre for
Educational Testing (LUCET)



SCRIPT
Service de Coopération de la Recherche
et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques

Principaux constats du quatrième rapport sur l'éducation au Luxembourg

- 1) Diversité et inclusion (définition des termes)
- 2) Résultats empiriques selon axes choisis
 - a) *Diversité et école au Luxembourg*
 - b) *Aperçu de la recherche sur l'inclusion*
 - c) *Inégalités anciennes et nouvelles*
- 3) **Paysage éducatif en changement**
- 4) Conclusion

(3) Un paysage éducatif en changement

- 2009: Mise en place d'équipes pluridisciplinaires et de commissions d'inclusion scolaire ; par la suite, autres réformes, création de nouveaux postes et affectation d'un budget de personnel (Powell et al.; Frising & Muller)
- Mise en réseau plus étroite des secteurs de l'éducation non formelle et formelle
 - Introduction de l'Éducation plurilingue (depuis 2017) (Kaufmann et al., Simoes & Neumann)
 - Renforcement de l'animation de la jeunesse en tant qu'acteur de l'éducation non formelle (depuis 2008) (Biewers et al.)
- Projet pilote d'alphabétisation en français (depuis 2022/23) (Lagodny et al.; Hornung, Colling et al.)
- Écoles européennes publiques (EPS ; depuis 2016/17) (Colling, Grund et al. ; Gezer et al. ; Sattler et al.)

(3) Un paysage éducatif en changement

Constats provisoires sur la base d'un petit nombre d'élèves en EPS (résultats stables pour les premières analyses) :

- La population d'élèves des EPS se distingue clairement de celle suivant le système traditionnel. Premières constatations positives pour les compétences et les parcours scolaires - également pour les groupes d'élèves défavorisés. Les EPS proposent un environnement linguistique mieux adapté à une population scolaire diversifiée sur le plan de la langue, grâce aux sections linguistiques et à la continuité des structures organisationnelles.
- Des défis peuvent se poser aux élèves qui quittent l'EPS en cours de route. Il convient de vérifier plus attentivement si le système est accessible aux groupes particulièrement marqués par des inégalités dans l'éducation.

Nationaler Bildungsbericht LUXEMBURG 2024



UNIVERSITÄT LUXEMBURG
Luxembourg Centre for
Educational Testing (LUCET)



SCRIPT
Service de Coopération de la Recherche
et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques

Principaux constats du quatrième rapport sur l'éducation au Luxembourg

- 1) Diversité et inclusion (définition des termes)
- 2) Résultats empiriques selon deux axes choisis
 - a) *Diversité et école au Luxembourg*
 - b) *Aperçu de la recherche sur l'inclusion*
 - c) *Inégalités anciennes et nouvelles*
- 3) Paysage éducatif en changement
- 4) **Conclusion**

(4) En résumé :

- Il faut obtenir davantage de données différenciées et recueillies régulièrement concernant les élèves ayant des besoins spécifiques.
- Le Luxembourg dispose d'excellentes données pour l'éducation formelle jusqu'à la 9ème année ; il existe toutefois un besoin de données supplémentaires (lors de passages essentiels, p. ex. dans l'enseignement tertiaire) ainsi que de données différenciées pour les élèves fréquentant des écoles privées ayant leur propre programme.
- Nécessité de formations complémentaires dans les domaines où le personnel enseignant et spécialisé estime ses compétences encore insuffisantes (autisme, déficiences visuelles).
- Il convient de développer des tests prenant en compte l'aspect langagier de manière plus fine et précise afin de mieux identifier les difficultés et les troubles de l'apprentissage, et d'utiliser ces tests à grande échelle, en particulier à des fins de dépistage.
- La scolarisation dans une langue proche de la langue principalement pratiquée en famille conduit à de meilleurs résultats d'apprentissage. L'offre éducative devrait être accessible à un plus grand nombre d'enfants.
- Les inégalités sociales sont et restent un défi pour le système éducatif luxembourgeois. Les réformes existantes et futures devraient mettre l'accent sur les élèves particulièrement touchés par les inégalités dans le système scolaire.

Merci



<https://bildungsbericht.lu>

Version française
dans deux mois

Documents
supplémentaires
en ligne

Nationaler Bildungsbericht

LUXEMBURG 2024



UNIVERSITÄT LUXEMBURG
Luxembourg Centre for
Educational Testing (LUCET)



SCRIPT

Service de Coopération de la Recherche
et de l'Innovation pédagogique et technologique